

L'ÉCOLE SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DU COVID, LA CRISE SANITAIRE A BON DOS !

Confinement, déconfinement, auto-confinement... à chaque étape ils disloquent davantage !

S'appuyant sur une note « d'éclairage » du 12 décembre du conseil scientifique, le premier ministre, et le ministre Blanquer à sa suite, ont annoncé mardi 15 décembre que les élèves de primaire, collège et lycée pouvaient ne pas aller à l'école jeudi 17 et vendredi 18.

Le ministère et le conseil scientifique parlent de « tolérance » : « *Laisser une tolérance aux familles qui le peuvent et qui le souhaitent d'élargir de 2 jours la période des vacances scolaires afin que l'auto-confinement de 1 semaine soit également possible pour les enfants. Il est donc recommandé de ne pas pénaliser les absences scolaires des 17 et 18 décembre.* » (Note d'éclairage du Conseil scientifique COVID-19, 12 décembre 2020).

Dans les faits c'est open-bar pour les parents, les élèves, les familles.

Pour peu que la préoccupation pour la santé se conjugue avec les prix attractifs des trains avant la fin de semaine, et les établissements se retrouveront désertés d'ici vendredi.

Mais pas par les personnels qui sont, eux, tenus d'être présents !

DEPUIS QUAND L'ÉCOLE N'EST-ELLE PLUS OBLIGATOIRE ?

Après l'inégalité de fait générée par les protocoles sanitaires, et dans la continuité de la destruction du baccalauréat, un nouveau cap est franchi dans ce qu'il faut bien appeler une attaque en règle contre l'instruction et l'Éducation nationale.

Le ministre va même jusqu'à indiquer qu'il n'y aura pas de devoirs ou d'évaluations ! Il piétine par une décision unilatérale, du jour au lendemain, la liberté pédagogique des enseignants, leur organisation, leurs progressions.

Aucune consultation des organisations syndicales, pas de consultation du CHSCT ministériel, le ministre Blanquer se targue de « dialogue social » avec son « Grenelle » (déserté par la FSU et la CGT, et où la FNEC FP FO n'a

jamais mis les pieds), mais il s'assoit sur les représentants du personnel et les instances officielles.

Quand le mépris de la profession et des règles démocratiques devient un mode de fonctionnement, on comprend mieux l'acharnement du ministre à sanctionner les enseignants mobilisés contre ses réformes, comme à Melle et à Bordeaux.

Le conseil scientifique, Castex, Blanquer, considèrent donc que les établissements scolaires sont des lieux de contamination !

Les élèves peuvent s'auto-confiner pour ne pas être contaminés, mais pas les personnels à qui on soutient, depuis la rentrée, que leur santé n'est pas en danger grâce aux protocoles sanitaires.

LE MÉPRIS ÇA SUFFIT !

Les protocoles du ministre ne protègent que lui-même.

Le ministre ne nous protège pas.

Le gouvernement ne nous protège pas.

Des tests efficaces, des masques réellement protecteurs, des effectifs allégés, des personnels supplémentaires, des moyens pour l'hôpital... le gouvernement ne satisfait aucune des revendications.

Mais il rend l'école optionnelle.

Le ministre profite de la crise sanitaire pour démanteler l'école. Ensemble, disons STOP au ministre.



Dans le cadre de l'appel intersyndical FNEC FP-FO, FSU, CGT éducation, Sud et SNCL à la grève le 26 janvier, le SNFOEP appelle à la tenue d'AG, d'avis avant les congés et dès la rentrée de janvier, pour discuter des initiatives à prendre, préparer la grève et envisager dès à présent les suites.